



NATIONS UNIES  
NIGER



**RAPPORT DES  
RESULTATS PAYS  
2021  
NIGER**

# RAPPORT DES RESULTATS PAYS 2021 NIGER



NATIONS UNIES  
NIGER



L'Equipe pays des Nations Unies au Niger est composée de 16 agences résidentes et – non-résidentes.

## Les Agences résidentes



## Les Agences non résidente



# SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AFD	Agence Française de Développement
AGR	Activité Génératrice de Revenus
AME	Association des Mères Educatrices
AN	Assemblée Nationale
ASP/H	Agro Sylvo Pastoral et Halieutique
ATPC	Assainissement Total Piloté par la Communauté
BAD	Banque Africaine du Développement
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BM	Banque Mondiale
CADHP	Commission Africaine des Droits de l'Homme et du Peuple
CAMOS	Cellule d'Appui à la Mise en Œuvre du PSEF
CC	Cour Constitutionnelle
CCNUCC	Convention Cadre des Nations Unies pour le changement climatique
CDP	Comité De Paix
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEDEF	Convention pour l'Elimination de toutes les formes de violence à l'égard de la femme
CENI	Commission Electorale Nationale Indépendante
CENTIF	Cellule Nationale de Traitement de l'Information Financière
CESOC	Conseil Economique, Social et Culturel
CET	Collège d'Enseignement Technique
CFM	Centres de Formation aux Métiers
CFPA	Centre de Formation Professionnelle en Atelier
CNDH	Commission Nationale des Droits Humains
CNDP	Conseil National du Dialogue Politique
CPIA	l'Indicateur de la Gouvernance Banque mondiale
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FDAL	Fin de Défécation à l'Air Libre
FDS	Forces de Défense et de Sécurité
FIDA	Fonds International pour Développement Agricole
FISAN	Fonds d'Intervention pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
FKDEA	Fonds Kowétien pour le Développement Economique Arabe
FMI	Fonds Monétaire International
FMO (Ex ORIO)	Société Néerlandaise de financement du Développement
GDT	Gestion Durable des Terres
Gouv	Gouvernement
GRH	Gestion des Ressources Humaines
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PBF	Fonds de consolidation de la Paix
PCC	Plan Cadre de Coopération
PDES	Plan de Développement Économique et Social
PIB	Produit Intérieur Brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPP	Partenariat Public Privé
PRN	Présidence de la République
RCO	Bureau de la Coordination
RC	Coordonnatrice Résidente
TBS	Taux Brut de Scolarisation
TDR	Test de Diagnostic Rapide
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Monétaire Ouest Africaine
UNDAF	Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNOPS	Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets
USAID	L'Agence des Etats Unis pour le Développement International
VBG	Violence Basée sur le Genre
WAQF	Mot arabe signifiant une donation fait à perpétuité par un particulier à une œuvre d'utilité Publique, pieuse ou charitable, ou à un ou plusieurs individus. C'est un nouveau mode de financement de la BID
ZLECA	Zone de Libre Echange Continentale Africaine



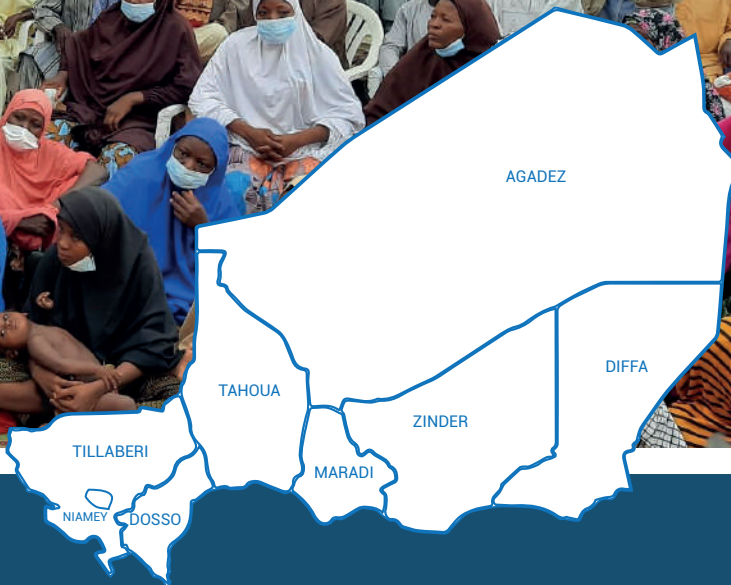


# TABLE DES MATIÈRES

Indicateurs sur le Niger	04
Avant Propos	05
<b>CHAPITRE 1</b>	<b>06</b>
Principaux axes de développement au niveau national et régional	
<b>CHAPITRE 2</b>	<b>08</b>
Appui du système des Nations Unies pour le développement aux priorités de développement nationales grâce au plan-cadre de coopération	
2.1. Analyse des résultats du plan-cadre de coopération	08
2.2. Priorités, réalisations et produits du plan-cadre de coopération	15
2.3. Appui aux partenariats et financement du Programme 2030	21
2.4. Résultats des Nations Unies travaillant plus et mieux ensemble : cohérence, efficacité et efficience des Nations Unies	23
2.5. Évaluations et leçons tirées	24
2.6. Aperçu financier et mobilisation des ressources	25
2.6.1. Aperçu financier	
2.6.2. Mobilisation des ressources et qualité des financements	
<b>CHAPITRE 3</b> Priorités de l'équipe de pays des Nations Unies pour l'année à venir	<b>26</b>



# LES INDICATEURS CLES SUR LE NIGER



En 2020 :

## 24 millions.206.636 habitants

	<b>1230</b> Revenu par tête/ revenu national brut (RNB) (current international \$)	Augmentation de plus de 50 % depuis 2000
	<b>4.01</b> Années de scolarité prévues	Espérance de vie scolaire au primaire 2019- ISU-UNESCO)
	<b>49.6</b> Eau potable/Personnes utilisant au moins les services de base d'eau potable (% de la population)	Source : Rapport sur les indicateurs de l'eau et de l'assainissement pour l'année 2020, MHA
	<b>6.1</b> Amélioration de l'assainissement/Personnes utilisant des services d'assainissement gérés de manière sûre (% de la population)	Source : Rapport sur les indicateurs de l'eau et de l'assainissement pour l'année 2020, MHA
	<b>30,12</b> Représentation des femmes au parlement/Proportion de sièges occupés par des femmes au parlement	16.96 en 2016
	<b>90.5</b> Pauvreté multidimensionnelle (%)	
	<b>13.9</b> Population active qualifiée/Taux d'activité des 15-24 ans, total (%) (estimation nationale)	

Sources : Banque mondiale/indicateurs sur les données du développement mondial – du 15 février 2022  
<https://databank.banquemondiale.org/source/world-development-indicators>

## 2021

<b>Population</b> 23,6 millions (INS)	<b>Espérance de vie à la naissance</b> 62,79	<b>Taux de mortalité maternelle (2015)</b> 520 morts (pour 10000 naissances)
<b>Population Pauvre</b> 42,8 %	<b>Mortalité infantile -5ans</b> 123 (pour 1000 naissances vivantes)	<b>Indice synthétique de fécondité</b> 6,2 enfants par femme
<b>Taux de croissance PIB</b> 1,4%	<b>Indice de développement humain (IDH)</b> 0,394 (189ème sur 189 pays)	<b>Indice Mo Ibrahim</b> 28ème/54 pays africains
<b>Accès à l'électricité</b> 15,5%	<b>Accès à l'internet (Fixe + mobile)</b> 31,2%	<b>Eau potable 48,61%</b> 50,4% Rural 45,4% Urbain
<b>Education</b>	11,33% Préscolarisation 71,82% Admission des filles	68,31% Scolarisation au primaire 29,3% Taux Brut de Scolarité au cycle base 2 10,7% Scolarité au cycle moyen 7,4% Admission des Filles en 2nd au cycle moyen

# Avant-propos

Au cours de la dernière année, le Niger progresse sur quasiment tous les fronts, et cela malgré l'ampleur du défi sécuritaire et la gestion de la pandémie de la Covid-19.

L'approfondissement de la démocratisation au travers l'organisation d'élections jugées transparentes par les observateurs locaux et internationaux a permis le premier passage de témoin entre deux présidents élus. En matière de gouvernance, des progrès significatifs ont été enregistrés. Sur le plan agricole, la production locale s'est fortement développée en bénéficiant des programmes nationaux, le principal étant l'Initiative des Nigériens Nourrissent les Nigériens (connu sous le sigle I3N), ainsi que les projets des partenaires pour récupérer des terres arables. Comme 80% de la population dépend de l'agriculture, la faible pluviométrie en 2021 combinée à l'insécurité dans les zones de production agricole annonce une insécurité alimentaire sévère pour l'année 2022. De plus, les changements climatiques constituent une menace sérieuse et en l'absence de recours à l'irrigation mécanisée, les producteurs s'exposent à une perte de leurs récoltes, d'où l'importance de la transformation du secteur.

Les dynamiques transfrontalières représentent des épées à double tranchant : si la violence règne dans plusieurs zones, les frontières sont vitales pour le développement socio-économique et la cohésion sociale du Niger. C'est pourquoi l'équipe-pays des Nations Unies priorise les populations de ces zones fragiles avec des interventions d'envergure pour stabiliser et renforcer les initiatives de paix, conjuguant une approche de développement et une aide humanitaire d'urgence.

Voici quelques-uns des thèmes abordés dans ce rapport 2021 sur les résultats des interventions des Nations Unies au Niger. Il présente nos réalisations tout en documentant les défis rencontrés afin de mieux relever ceux-ci pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2030.

Il est évident que la qualité renforcée de nos partenariats explique le cumul des résultats atteints en 2021. Aussi est-il utile de rappeler combien l'année 2021 a servi de tremplin pour l'année charnière que représente 2022 : il s'agissait de consolider les acquis du cadre de programmation quinquennal qui se termine afin de lancer l'analyse et l'élaboration d'un nouveau cadre de coopération pour l'ensemble des agences, fonds et programmes des Nations Unies au Niger. Ainsi, après la formation du gouvernement et l'adoption de sa politique générale, les priorités définies ont fait l'objet de rencontres thématiques telles le Forum de Niamey sur la paix et la stabilisation, le Symposium des chefs traditionnels et religieux, le Sommet des Filles Africaines, et la mission inédite du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Dans pratiquement toutes nos activités, les organisations non-gouvernementales nationales et internationales ainsi que les associations et groupements civils sont des relais critiques pour affiner notre compréhension des dynamiques et étendre notre portée. C'est ainsi qu'ensemble avec nos partenaires, les Nations Unies au Niger visent l'atteinte des objectifs de développement durable en mettant à disposition du pays tous les mandats, toute l'expertise et toute l'expérience des diverses agences du Système. Il faut bien reconnaître que mon rôle de coordonnatrice est grandement facilité par le professionnalisme et la collégialité des chefs d'agences qui constituent cette indispensable « équipe pays » qui me guide à chaque pas.

Je vous souhaite bonne lecture tout en vous invitant à partager vos observations afin de renforcer notre travail au soutien du Niger.

**Mme Louise AUBIN**  
Coordonnatrice Résidente/  
Coordonnatrice Humanitaire  
du Système des Nations Unies  
au Niger







## PRINCIPAUX AXES DE DÉVELOPPEMENT AU NIVEAU NATIONAL ET RÉGIONAL

### 1.1 Contexte national et régional en 2021

L'année 2021 au Niger a été marquée par un ensemble d'évolutions majeures influençant les priorités et le progrès vers l'atteinte des objectifs de développement durable. La lecture de ces changements est globalement positive mais les fragilités existantes font peser un risque systémique pour la stabilité et la poursuite du développement du Niger.

Le Niger a connu son premier transfert démocratique du pouvoir à travers l'élection

présidentielle 2020/2021, grâce aux efforts conjugués du gouvernement nigérien avec l'appui des partenaires techniques et financiers notamment le système des Nations Unies, le Fond de Consolidation de la Paix (PBF) et la coopération Sud-Sud avec le Nigéria et le Ghana. Cependant sur 30 candidats à l'élection présidentielle, aucune femme n'était candidate. L'équipe gouvernementale mise en place en avril 2021 comportait seulement 5 femmes sur 33 membres.

### Défis majeurs en 2021

#### Sécurité



- En 2021, les groupes armés non-étatiques ont tué plus de 600 civils et endeuillés plusieurs ménages dans les régions de Tillabéri et Tahoua, soit 5 fois plus de morts qu'en 2020 (Global center for pr).
- La situation reste toujours volatile à Diffa et Tillabéri; bien que le nombre des attaques connaisse une tendance à la baisse.
- Le nombre de personnes en situation de déplacement forcé (refugiés, demandeurs d'asile, déplacés internes et retournés).
- Le nombre de personnes en situation de déplacement forcé (refugiés, demandeurs d'asile, déplacés internes et retournés) est passé de 441.899 personnes au 31 Décembre 2019 à 573.059 au 31 Décembre 2020 et à 584.021 au 30 Avril 2021.
- Malgré une performance en vaccination de routine atteignant 95%, traduite par 797.907 enfants de moins d'un an ayant reçu leur troisième dose de Pentavalent 3, le nombre d'enfants insuffisamment vaccinés a augmenté de 22.422 en 2020 à 33.446 enfants en 2021 en raison de l'interruption prolongée des services de vaccination dans les zones affectées par l'insécurité.
- Hausse du coût des opérations des agences du système des Nations Unies en raison du coût additionnel pour les escortes
- Le phénomène des incendies dans les écoles à classes en paillotes qui se sont soldés par le décès de 52 enfants à Niamey et Maradi dont 23 filles.
- Le nombre d'écoles fermées est passé de 377 à 616, soit une augmentation de 63,4%. Pour des régions les plus touchées tels que Tillabéri, sur les 2.247 écoles que compte la région, 577 ont été contraintes à fermer soit 25,68%.

#### Changement climatique



- Les pluies torrentielles ont sinistré plus de 18.190 personnes réparties dans plus de 2.125 ménages avec plus de 1.685 maisons effondrées. On a déploré 77 décès dus aux effondrements et noyades.
- Une baisse de la production agricole dans le dernier trimestre de l'année 2021.

#### Santé



- 2021, le Niger a fait face à 4 épidémies majeures y compris la pandémie COVID-19. Au 31 décembre, 7.405 cas confirmés dont 275 décès de covid-19 ont été notifiés depuis le début de la pandémie, le 19 mars 2019 ; 5.591 cas de choléra dont 166 décès ; 1.577 cas de méningite dont 89 décès et 10.635 cas de rougeole dont 30 décès enregistrés dans le pays. L'impact de la COVID-19 sur le système de la santé en termes de baisse de fréquentation au cours de la première vague se traduisant sur une baisse de couverture de certaines prestations essentielles comme les CPN et la PF. La COVID-19 a été aussi une opportunité qui a permis de renforcer le système de santé en matière de ressources humaines, d'équipements de laboratoires et de matériels de réanimation etc ;
- L'avènement de la pandémie de COVID-19 avec comme conséquence la perturbation totale des activités scolaires et académique à tous les niveaux et mis en lumière la faiblesse du système éducatif à assurer la continuité des apprentissages à distance via différents canaux et supports pédagogiques.
- En 2021 après une accalmie, la COVID-19 a repris avec une intensité plus forte impliquant un durcissement des mesures de contrôle des voyageurs, la prise en compte des mesures de distanciation sociale, l'interdiction des ateliers/séminaires en présentiel, des regroupements.

#### Humanitaire



- Le nombre de personnes dans le besoin humanitaire est passé de 3,7 millions en 2020 à 3,8 millions en 2021. Sur les 523,1 millions USD requis pour faire face aux besoins humanitaires, seul 41% ont été mobilisés, soit 214 millions USD.
- Le nombre de réfugiés est 234.000 en 2021.
- Le nombre de déplacés internes est de 313.000.
- On comptabilise plus de 2 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire en 2021.

**L'insécurité alimentaire a touché plus de 2,5 millions de personnes en 2021, en lien avec le changement climatique et l'insécurité.**

Le changement climatique accélère les tensions existantes entre les communautés et leurs activités socioéconomiques. En effet les cycles des saisons sèches et pluvieuses rythment les activités pastorales et agricoles du fait de capacités insuffisantes d'irrigation, de stockage ou de transformation. Les communautés se retrouvent ainsi en compétition pour l'accès à des ressources, dès lors qu'elles font face à des événements liés au changement climatiques (sécheresse, inondations), une situation propice aux conflits et qui a occasionné de nombreuses pertes en vies humaines

La résilience de l'économie demeure remarquable comme le démontre l'évolution positive et constante du taux de croissance, soutenu notamment par les avancées rapides des projets structurants tels que; le barrage de Kandadji qui pourrait fournir jusqu'à 55% de la consommation totale d'électricité du Niger d'ici 2025 et permettant l'irrigation de plusieurs milliers d'hectares de terres arables ainsi que ; le démarrage de l'exploitation pétrolière en 2023 qui représenterait jusqu'à 40 % du budget de l'État à travers les taxes et droits d'exploitation.

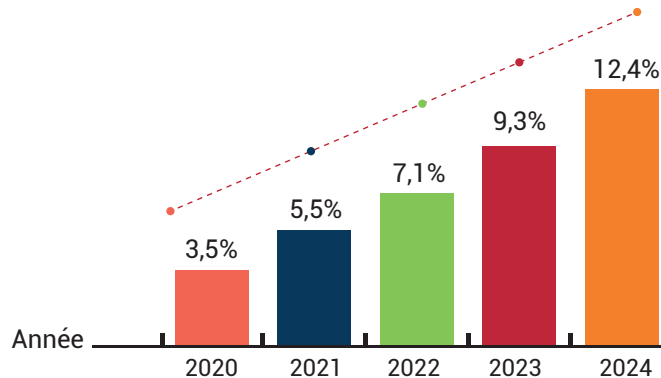


Figure 2: Taux de croissance

**1.2 Description des outils de planification du Niger**

Le Gouvernement du Niger a adopté en septembre 2017 son plan de Développement Economique et Social (PDES) 2017-2021 après un processus consultatif et inclusif. Cet outil de planification tire son fondement de la Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive (SDDCI Niger 2035) qui a pour ambition de faire du Niger à l'horizon 2035, « un pays uni, démocratique et moderne, paisible, prospère et fier de ses valeurs culturelles sous-tendues par un Développement Durable, éthique, équitable et équilibré dans une Afrique unie et solidaire ».

définies dans son (PDES) 2017-2021. La réponse s'articule autour de trois domaines, (i) Résilience, (ii) Gouvernance-Paix-Sécurité, et (iii) Développement Social et Dividende Démographique). Ces domaines sont déclinés en cinq résultats lesquels ont donné lieu à des groupes de résultats effet pour s'assurer de la mobilisation et l'orientation de ressources financières vers les domaines et les régions prioritaires, en s'assurant que les compétences nécessaires à leur réalisation sont disponibles d'une manière efficiente et durable.

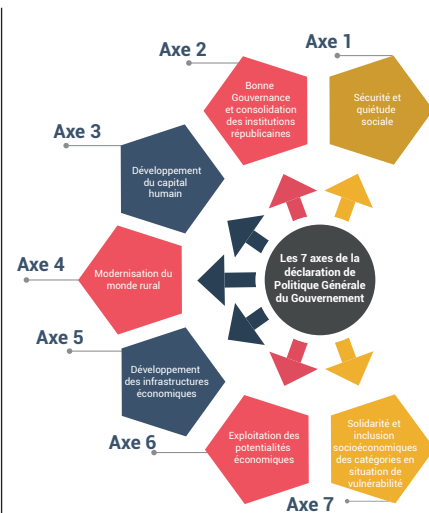
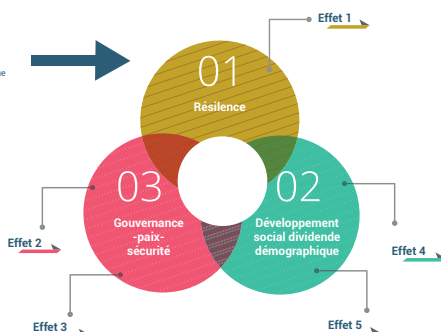
L'UNDAF constitue la réponse collective et intégrée du Système des Nations Unies aux priorités du Niger

En outre, le Premier Ministre a présenté en mai 2021 les priorités du Niger dans sa «déclaration de politique générale» sept axes illustrés à travers le schéma ci-dessous.

**Les cinq axes du PDES 2017-2021**



**Réponse du SNU**







## APPUI DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES AUX PRIORITÉS NATIONALES DE DÉVELOPPEMENT

L'année 2021 a débuté avec un contexte politique tendu, du fait de la campagne puis de la proclamation des résultats de l'élection présidentielle. Malgré cela les Agences du Système des Nations Unies au Niger ont travaillé à la mise en œuvre de l'UNDAF avant de bénéficier d'un environnement politique relativement apaisé dans la deuxième moitié de l'année 2021 en dépit d'une insécurité grandissante. Ce contexte a affecté la mise en œuvre de certaines activités dans quelques régions du pays et conduit à l'atteinte de résultats contrastés présentés ci-dessous sont par groupe effet.

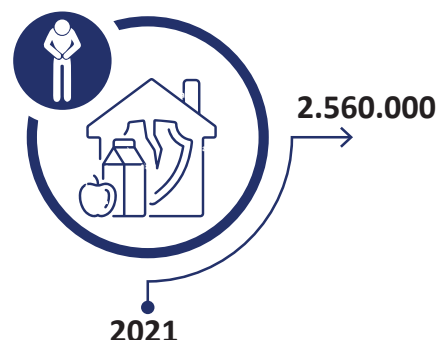
### 2.1 Analyse des résultats du plan-cadre de coopération

	Nombre d'Indicateur	Pas de données	Faible (- de 30%)	Partielle (30% à 60%)	Élevé (+de 60%)
Global	Effets : 27	11		2	14
	Produits : 51	14	1	3	33
Résilience	Effets : 5			2	3
	Produits : 12			2	10
Gouvernance Paix et Sécurité	Effets : 9	7			2
	Produits : 22	13	1		8
Développement social et dividende démographique	Effets : 13	4			9
	Produits : 17			2	15

## Pilier 1 : RESILIENCE

**Effet 1.** D'ici à 2021, les populations rurales ciblées accèdent à des chaînes de valeur innovantes et créatrices d'emplois décents, participent aux mécanismes de prévention et de gestion des crises alimentaires et nutritionnelles et des catastrophes et à une gestion durable des ressources naturelles et énergétiques adaptée aux effets du changement climatique .

Entre octobre et décembre 2021, on estimait que 2.560.000 nigériens étaient en situation d'insécurité alimentaire aigue





La réponse du Système des Nations Unies s'est ainsi orientée vers l'accès accru des femmes et des jeunes à la terre, aux intrants agricoles et d'élevage de qualité et à des systèmes modernes d'exhaure de l'eau, contribuant ainsi à rehausser leur niveau de sécurité alimentaire et leur contribution à l'économie locale. D'une manière générale, on note à la suite des interventions des Agences dans le domaine de la résilience, une amélioration de certains indicateurs clés dont entre autres : l'amélioration de l'accès aux ressources naturelles et l'augmentation de la production agropastorale. En 2021, 38.364 ha de terres dégradées ont été restaurés et mis en valeur et 1.350 km de bandes pare-feu construites. Une étude de la NASA de 2021 montre que la couverture végétale a augmenté de 55 % dans les sites de récupération des terres mise en œuvre entre 2014 et 2020 par le PAM ainsi que l'amélioration des ressources naturelles (fertilité des sols, accès à l'eau, couverture végétale). En outre il faut également noter la diminution des tendances migratoires, principalement grâce aux revenus et opportunités créés par les travaux de création d'actifs productifs.

En outre on note l'accroissement des terres restaurées grâce à l'amélioration durable des actifs des communautés. Plus de 80 % des ménages résilients ont déclaré que les activités de création d'actifs avaient simultanément aidé à réduire les conflits liés aux ressources naturelles dans leur communauté, améliorer l'environnement naturel et augmenter/diversifier la production agricole. Par ailleurs, 93% des ménages inscrits au programme de résilience depuis 2014 ont déclaré, que les actifs leur ont permis d'accroître/diversifier production, contre seulement 82% chez ménages accompagnés depuis 2018 (enquête PDM PAM décembre 2021). Enfin on note également une meilleure cohésion sociale et autonomisation des femmes, grâce aux ressources naturelles régénérées et à des investissements dans des moulins à grain. Le gain de temps occasionné, leur permettent de plus se consacrer à des activités génératrices de revenus.

### Taux de croissance du PIB

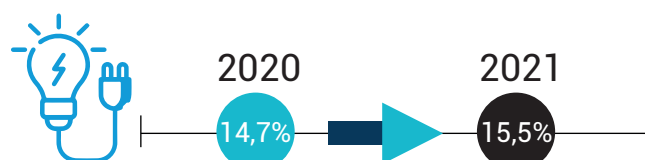
Source : INS & BM



L'effet de la pandémie du COVID-19 ainsi que de la dégradation de la situation sécuritaire ont affecté le PIB.

### Taux d'accès à l'électricité

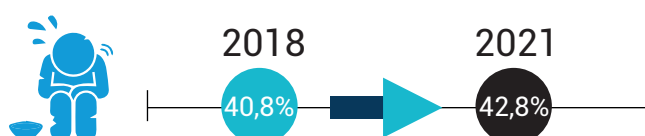
Source : ME, MPT/EN, MT



Soit une augmentation de 0,8 du taux d'accès à l'électricité. Cette situation s'explique par les efforts entrepris dans le cadre de l'offre et de la production en énergie. Toutefois, la cible de 22% en 2021 n'est pas atteinte.

### Seuil de pauvreté

Source : INS, Mo



Parallèlement le nombre de personnes en insécurité dans le pays s'est accru du fait des effets conjugués des chocs climatiques récurrents et des conflits.

Ainsi la proportion de la population classée en insécurité alimentaire selon l'approche du cadre harmonisé est passée de 3,5% en 2018 à 10.1% en 2021 (de 786.837 personnes à 2.3 millions de personnes).

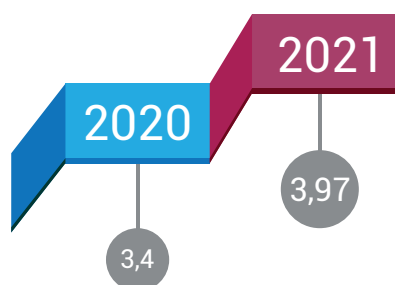
Face à cette évolution de la situation, les programmes de résilience mis en place par les Nations Unies ont obtenus de bons résultats à travers malgré leur couverture encore trop faible pour inverser la situation à grande échelle.



## Pilier 2 : GOUVERNANCE, PAIX & SECURITE

**Effet 2.** D'ici à 2021, la gestion du développement et des données statistiques à tous les niveaux ; la sécurité transfrontalière et communautaire ainsi que le système judiciaire sont améliorés et garantissent les droits humains avec des institutions aptes à conduire des processus démocratiques et des collectivités territoriales capables de satisfaire les besoins spécifiques des couches les plus vulnérables

*L'indicateur de gouvernance BM (CPIA) a évolué positivement, traduisant ainsi une amélioration de la gouvernance au Niger.*



**Les Agences du Système des Nations Unies ont appuyé les institutions étatiques à plusieurs niveaux :**

**Appui du SNU à la digitalisation de la gestion des données**

Plusieurs acteurs-clé (ministère de la Justice, CENI, HACP) à plusieurs niveaux, ont bénéficié de l'appui technique du système des Nations Unies, notamment formation et d'accompagnement avec des équipements, contribuant de façon significative à la mise en place d'un système fiable sur les aspects judiciaire, électoraux et de gestion de la paix et de la sécurité au Niger. La mise à jour du fichier biométrique électoral, associé au passage à une gestion financière et administrative dématérialisée permettent aux institutions de mieux servir les populations y compris les plus vulnérables. Les données statistiques sur la migration de l'ensemble du territoire national sont optimisées par l'élaboration d'une cartographie des producteurs et utilisateurs de statistiques, en vue d'identifier les acteurs chargés de l'alimenter en données (plateforme gérée par l'INS). Le niveau de collecte, de qualité et d'analyse des données en matière de suivi de la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable a été amélioré : ces progrès sont visibles dans l'élaboration de la Revue nationale volontaire des ODD 2021, et dans

l'élaboration de la Revue annuelle des progrès des indicateurs du Plan de Développement Economique et Social (PDES 2017-2021).

**Appui à la transition démocratique :**

Grâce aux efforts conjoints de l'Equipe-pays Nations-Unies le processus électoral 2019-2021 a été mené conformément au chronogramme établi, débouchant sur la première transition démocratique de l'histoire du pays avec une participation record des femmes et des jeunes. On constate une meilleure participation des femmes à la vie politique : 30,1% de femmes élues à l'assemblée et 15,1% nommées au gouvernement.

L'Équipe pays des Nations Unies a apporté une valeur ajoutée dans le cadre des élections de 2020-2021 à travers le suivi et la surveillance du respect des droits de l'homme dans le processus électoral. Cet appui a permis de renforcer les capacités des acteurs notamment la CNDH et les OSC dans le monitoring et le reporting des droits de l'homme en période électorale et de contribuer au plaidoyer pour améliorer les insuffisances constatées dans le processus en termes du respect des droits de l'homme.

Durant l'année 2021, le fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix (PBF) a continué à jouer un rôle stratégique dans l'agenda du renforcement de la paix au Niger.

En plus de son rôle catalytique pour mobiliser des ressources financières additionnelles, et de sa flexibilité qui facilite la mise en œuvre des activités dans des situations difficile, le fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix est un outil de l'Équipe pays qui a permis de matérialiser l'approche conjointe entre Agences du Système des Nations Unies et même avec les organisations de la société civile. Des projets transfrontaliers avec les pays voisins (Mali, Burkina, Tchad) ont également été initiés pour consolider la paix dans les régions les plus affectées par les tensions communautaires et les attaques des groupes non-étatiques.

En appui aux efforts du Gouvernement, le PBF a soutenu l'élaboration d'une analyse des conflits qui a permis de cerner les nouveaux moteurs des conflits et les différents facteurs aggravant sur lesquels orienter les nouvelles planifications.





**Effet 3.** D'ici à 2021, les femmes et les jeunes/adolescents des zones ciblées bénéficient d'opportunités économiques viables, acquièrent des compétences et aptitudes nécessaires à leur autonomisation et participent aux processus de prise de décision et à la promotion des pratiques visant l'élimination des inégalités et des violences basées sur le genre y compris le mariage des enfants.

En 2021, l'adoption du plan d'action national de deuxième génération de la résolution 1325, la révision de la loi sur le quota qui rehausse la représentation des femmes aux postes électifs de 15 à 25% et de 25 à 30% pour les postes nominatifs.

De plus, la nouvelle politique foncière rurale qui facilite l'accès des femmes et des jeunes aux terres arables ; la révision de la loi N°2015-36 sur le trafic illicite des personnes qui protège davantage les femmes et les jeunes ont contribué à la création d'un environnement favorable. Lequel a conduit à l'amélioration de l'accès des femmes et des jeunes aux services essentiels de prise en charge des VBG, aux opportunités économiques et aux instances de prises de décisions.

C'est dans ce cadre, que l'Équipe pays du Système des Nations Unies a favorisé le développement de l'environnement entrepreneurial, l'éveil entrepreneurial (pour 75 jeunes entrepreneurs bénéficiaires, incluant 29 femmes et 49 hommes – âgés entre 18 et 35 ans). L'Équipe pays a contribué à la mise en place d'une collaboration durable entre les jeunes entrepreneurs et les opérateurs économiques dans le marché du travail nigérien et par ce biais, offert des alternatives à la migration, à travers des formations qui ont facilité l'acquisition des compétences techniques, la création d'emplois et le soutien aux microentreprises locales des jeunes. Ces activités ont été conduites à Niamey, Agadez, Tahoua et Zinder (284 jeunes ont été embauchés, incluant 243 hommes et 41 femmes).

La baisse du mariage des enfants avant 18 ans passe de 76% en 2020 à 65% en 2021.



Le pourcentage de nombre de femmes victimes de mariages forcés passe de 11,7% en 2015 à 4,8% en 2021.



Proportion de communautés ayant déclaré l'élimination de pratiques traditionnelles néfastes y compris le mariage des enfants est passé de 0 à 213 en 2020 (communautés en 2021 (*rapport groupe d'effet 3 2021*))

Nombre de centres offrant des services de prévention et de prise en charge holistique contre les VBG est passé de 0 en 2018 à 4 en 2021 dont un plus opérationnel. (*rapport groupe d'effet 3 2021*)

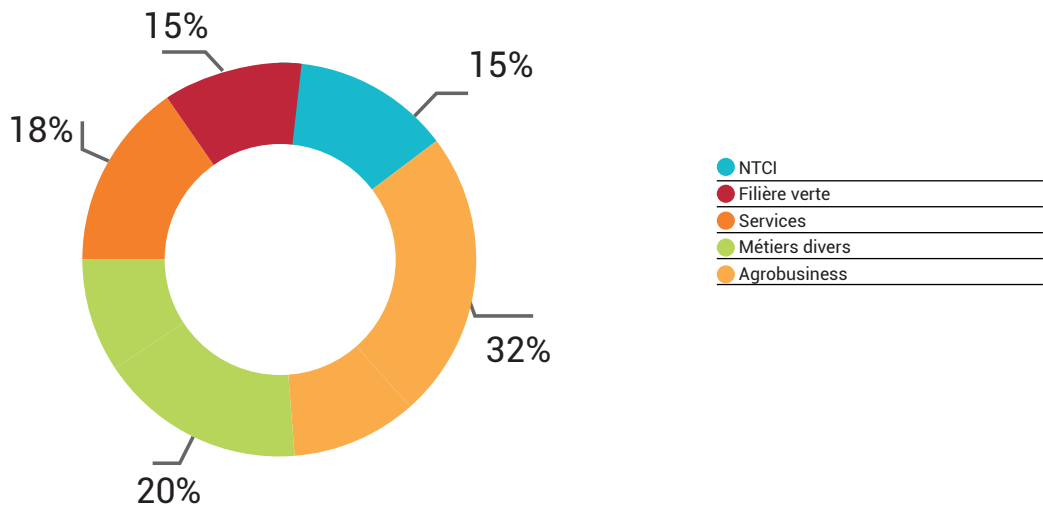
Nombre de victimes de violences y compris VBG ayant recours aux services holistiques est passé de 0 en 2018 à 59.427 (Enquêtes VBG (MPF/PE) en 2021 avec comme cible 50.000 (ministère de MPFPE/UNFPA, ONU Femmes)

Nombre de victimes de violences y compris VBG, signalés bénéficiant d'une assistance d'un travailleur social qualifié est passé de 20.812 (2019) à 46.886 en 2021 avec une cible de 50.000 victimes prises en charge. (*rapport groupe d'effet 3 2021*)

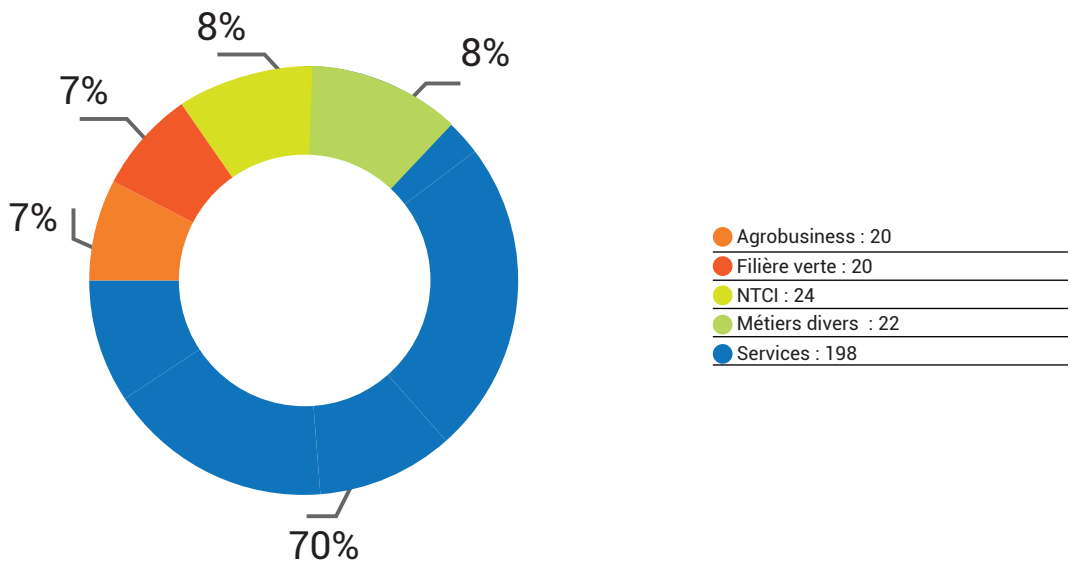
Nombre de victimes de VBG ayant reçu le paquet minimum essentiel de services est passé de 3.587 en 2019 à 13.042 en 2021. (*rapport groupe d'effet 3 2021*)



**Graphique : Répartition des entreprises soutenues (premier groupe) par filière d'activités.**



**Graphique : Nombre des jeunes embauchés par les entreprises bénéficiaires du premier groupe par filières d'activités**







## Pilier 3 : DEVELOPPEMENT SOCIAL & DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE

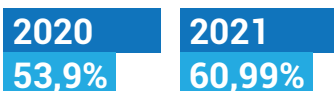
**Effet 4 :** D'ici à 2021, les populations les plus vulnérables, particulièrement les jeunes filles et garçons, et les enfants dans les zones ciblées, utilisent de façon équitable et continue les services éducatifs et de formation de qualité, formels et non formels, dans un environnement qui les protège des violences, exploitations et abus.



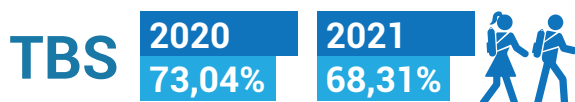
L'éducation, surtout des jeunes filles, est l'une des priorités majeures du Président Mohamed Bazoum. En 2021, la restructuration du secteur de l'éducation : à travers la fusion des ministères pour les ramener à trois, a occasionné plusieurs changements au niveau central, régional et local. Cette rationalisation a affecté la prise de décision sur plusieurs programmes appuyés par le système des Nations Unies, mais les activités du PCT ont été menées en conformité avec le chronogramme.

Malgré le contexte difficile, l'Équipe pays du Système des Nations Unies a maintenu ses efforts dans la mise en œuvre des projets et 280.000 enfants ont bénéficié des cantines scolaires dont

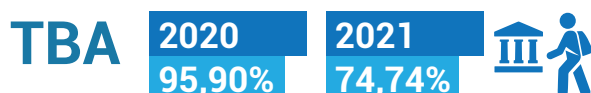
Le taux d'achèvement au primaire est passé de 53,9% en 2020 à 60,99% en 2021. Soit une hausse de 7,09 points de pourcentage.



Taux brut de scolarisation (TBS)



Taux brut d'admission (TBA)



136.809 filles (49%) et 25.604 filles adolescentes ont reçu un paquet d'activités complémentaires incluant les cantines scolaires pour celles qui sont au primaire, les bourses scolaires et des séances de sensibilisation pour les maintenir dans le système scolaire. Ainsi 1.087.300 enfants, adolescents, jeunes et adultes et 471 ménages ont pu utiliser de façon équitable et continue les services éducatifs et de formation de qualité, formels et non formels, participer aux interventions d'éducation et de formation.

Pour les résultats sur les filles hors école, l'Initiative Illimin a permis en fin 2021, que 175.509 adolescentes (cible : 175.600) terminent le cycle complet du programme avec une formation sur les compétences de vie en matière de santé sexuelle et reproductive et des droits y afférents. Elles ont été préparées pour bénéficier d'une formation à un métier ou une activité génératrice de revenu (habilitation économique).

2021 a aussi été l'année de grands événements internationaux qui ont mobilisé les agences du Système des Nations Unies notamment le **sommet de la jeune fille**, pour accélérer l'élimination de pratiques néfastes et le **forum panafricain de la jeunesse** qui a mis en exergue leurs aspirations et attentes. Ces deux événements ont rappelé l'importance de l'investissement dans l'éducation.

Le taux de préscolarisation a connu une baisse de 1,07 point de pourcentage, en se situant à 11,33% en 2021.

Le TBA des filles affiche la même tendance, passant de 92,30% en 2020 à 71,82% en 2021. Cette situation pourrait s'expliquer par la situation sécuritaire et sanitaire avec comme conséquence la fermeture de plusieurs établissements scolaires dans les zones d'insécurité. Cela a aussi occasionné des abandons massifs tant au niveau des écoles qu'au niveau des centres d'alphabétisation.

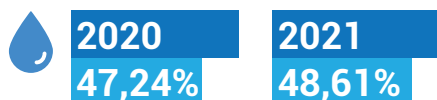
(Source : MEN, MESR, METFP, MJS, MCAT).



**Effet 5 :** D'ici à 2021, les populations des zones ciblées, particulièrement les femmes, les enfants et les adolescent(e)s, utilisent équitablement les services de qualité en matière de santé, santé sexuelle et de la reproduction, de VIH/SIDA et de nutrition, ainsi que les services d'eau, d'hygiène et d'assainissement



Le taux d'accès théorique à l'eau potable a connu une légère hausse en passant de 47,24% en 2020 à 48,61% en 2021



- Le taux de couverture sanitaire (population se situant dans un rayon de moins de 5 Km d'un Centre de Santé Intégré (CSI) s'est amélioré sur la période. Il est passé de 52,68% en 2020 à 53,6% en 2021. Par ailleurs, le pourcentage de population située à plus de 5 km des formations sanitaires, couverte par les activités mobiles et foraines, a connu une amélioration passant de 47,23% en 2020 à 51,12% en 2021.

(Source : Ministère de la Santé Publique/P/AS)

- 3 des 4 indicateurs de mesure de l'effet sectoriel ont connu une légère amélioration entre 2020 et 2021. En effet, la prévalence de la malnutrition aiguë globale est passé de 12,7% à 12,5% pour une cible de 5,5%. Quant au taux de la prévalence de la malnutrition chronique, il est passé de 45,10% à 43,5% sur la même période, pour une cible de 26,7%.

(Source : INS (Enquête SMART 2021))

Le pays a connu des avancées significatives en matière de progrès à travers notamment l'adoption par le gouvernement de la Stratégie nationale accompagnée de sa feuille de route et la création de l'Institut National de l'assistance médicale (INAM).

En termes d'indicateurs, on peut noter une amélioration de plusieurs indicateurs sous l'impulsion des contributions des agences du Système des Nations Unies au Niger : le taux d'accouchements assistés par un personnel de santé qualifié est passé de 39,7% (ENISED 2015) à 43,6 en 2021 (ENAFEME 2021) ; l'indice synthétique de fécondité (ISF) est passé de 7,6 enfants par femme en 2012 à 6,2 en 2021 (Source : ENAFEME2021 ; La baisse de l'incidence VIH/sida qui passe de 0,7% en 2015 à 0,01% en 2020 (GAM 2020) ; La baisse du mariage des enfants avant 18 ans de 76% en 2012 à 65% en 2021).

A travers l'initiative ILLIMIN, la valeur atteinte pour cette cible est de 66% en 2019, 56% en 2020 et 38% en 2021 (cible : 30%), soit une moyenne sur la période de 58% des adolescentes actives

sexuellement qui utilisent une méthode moderne de contraception.

Enfin il est important de noter une couverture de 92% en matière de vaccination dans la région de Maradi où 1.050.066 nigériens âgés d'un an et plus ont reçu une dose de vaccin contre le choléra. Concernant le PEV de routine, 970.564 enfants ont reçu la troisième dose du vaccin pentavalent en 2021 contre 943.176 en 2020. Pour la rougeole 974.492 enfants ont reçu leur première dose du vaccin contre la rougeole en 2021 contre 940.887 en 2020.



### Temoignage

#### Village de Souloulou dans Guidan Roundji :

Un malade guéri du choléra mobilise les communautés pour la vaccination contre le choléra

Face à la réticence des populations à se faire vacciner, un guéri de la maladie du choléra s'est engagé dans la mobilisation des communautés. Monsieur ELH MAMOUDOU Amadou, âgé de 35 ans est tombé malade le 9 août 2021 et a été hospitalisé du 10 au 12 août 2021 à l'UTC de Souloulou, CSI de Souloulou. Grâce aux soins reçus, il a été guéri de la maladie.

« Ce que j'ai traversé durant les jours de la maladie est terrible, déclare-t-il. Je faisais la diarrhée sans arrêt et je vomissais. J'étais totalement faible et sans force. C'est une situation terrible que nul ne devrait connaître, j'ai vu la mort de près ».

Le choléra est une maladie qu'on peut facilement prévenir par la consommation de l'eau potable, le respect des mesures d'hygiène et la vaccination. Conscient qu'il vaut mieux prévenir que guérir, Monsieur ELH MAMOUDOU Amadou, a pris son bâton de pèlerin pour sensibiliser les siens.

Ces résultats ont pu être réalisés malgré un contexte particulièrement difficile dû à l'insécurité et dans une moindre mesure à la pandémie de la COVID-19 et aux mesures barrières mises en oeuvre par le gouvernement sur tout le territoire. En plus de ces mesures barrières la vaccination contre la COVID-19 a été introduite le 29 mars 2021 au Niger pour interrompre la chaîne de transmission. Ainsi, 1.781.248 personnes (18 ans et plus) ont été partiellement vaccinées (une dose) au cours de l'année 2021 pour une cible totale de 10.318.339, soit 14% de couverture et 1.012.424 personnes ont été complètement vaccinées, soit 10% de la cible totale du pays.

## 2.2 Priorités, réalisations et produits du plan-cadre de coopération

Le système des Nations Unies est redevable des produits spécifiés dans l'UNDAF. Au vu de cette responsabilité, les Agences des Nations Unies ont élaboré différentes activités qui ont contribué aux résultats des cinq (5) effets de l'UNDAF.

### Pilier 1 : Résilience



	# INDICATEURS	PAS DE DONNÉES	FAIBLE (Moins de 30%)	PARTIELLE (30% - 60%)	ELEVÉE (plus de 60%)
<b>Effet 1.</b> D'ici à 2021, les populations rurales ciblées accèdent à des chaînes de valeur innovantes et créatrices d'emplois décents, participent aux mécanismes de prévention et de gestion des crises alimentaires et nutritionnelles et des catastrophes et à une gestion durable des ressources naturelles et énergétiques adaptée aux effets du changement climatique.	5			2 (40%)	3 (60%)
<b>Produit 1.1.</b> Les populations, les institutions nationales et les collectivités territoriales ciblées ont les capacités techniques et opérationnelles pour une gestion durable des ressources naturelles et énergétiques adaptée aux effets du changement climatique.	4				4 (100%)
<b>Produit 1.2.</b> Les populations, institutions nationales et les collectivités territoriales ciblées, ont les capacités pour développer des chaînes de valeur créatrices d'emplois décents dans le domaine agro-sylvo-pastoral et halieutique.	4			1 (25%)	3 (75%)
<b>Produit 1.3.</b> Les populations, les institutions nationales et les collectivités territoriales ciblées ont des capacités améliorées en prévention et gestion des crises alimentaires, nutritionnelles et des catastrophes naturelles, pour une résilience renforcée face aux chocs structurels et conjoncturels.	4			1 (25%)	3 (75%)

Au titre de l'année 2021, dans le cadre du renforcement des capacités des communautés et des institutions dans la prévention et la gestion des crises alimentaires, nutritionnelles et des catastrophes naturelles, pour une résilience renforcée face aux chocs structurels et conjoncturels, 180 structures communautaires d'alerte précoce et de réponse aux urgences (SCAP-RU) ont été renforcées, contre 48 SCAP-RU de 2019 à 2020, soit un taux de SCAP-RU fonctionnels de 95%.

23.192 ménages (162.372 personnes) ont bénéficié d'activités génératrices de revenus (AGR) comme le maraichage, la production de compost, l'élevage, le petit commerce. Ces AGR permettent aux femmes et aux jeunes particulièrement d'accéder à des revenus réguliers et de réduire la migration et les exodes saisonniers. Ce résultat a été obtenu par un accroissement des terres restaurées (40.780 ha), l'amélioration des actifs des communautés de manière durable et la disponibilité d'aliments nutritifs, diversifiant les moyens de subsistance et augmentant les opportunités d'emploi et les niveaux de revenus. Les moyens d'existence de 38.531 personnes dont 14.504 femmes (37, 64%) ont été renforcés à travers des activités de production agricole, de reconstitution du cheptel et d'autres activités génératrices de revenus ; 495 producteurs maraichers (dont 432 femmes) et 3 465 bénéficiaires indirects ont renforcé leur

capacité de production maraichère et leur résilience à l'insécurité alimentaire au niveau de trois communes (Simiri, Namaro et Birni Ngaouré) avec l'aménagement des trois sites (forages et réseau d'irrigation) et la dotation en intrants et matériels agricoles.

En 2021, 106.423 ménages soit 744.961 personnes ont bénéficié de transfert de cash soit un taux de réalisation 183%. Ces transferts sociaux ont été réalisés sous forme de cash conditionnel ou inconditionnel. Ces transferts cash ont permis de rendre progressivement les communautés locales plus autonomes et résilientes. En plus de transfert cash, 45.000 ménages (315.000 personnes) ont renforcé leur résilience en recevant des intrants agricoles et zootecniques ainsi que par des formations techniques. Enfin, en 2021, 56% des femmes victimes ont été touchées sur un objectif de 30%.

Dans le domaine de l'énergie (plateformes multifonctionnelles et équipements de pompage solaires) ont permis à 62.287 nouvelles personnes d'accéder à au moins un service énergétique moderne ce qui a contribué à rehausser la proportion de ménages ayant accès à une énergie propre, abordable et durable dans les zones rurales cibles de 13,47% à 14,47%.

## Pilier 2 : Gouvernance, Paix et Sécurité



	# INDICATEURS	PAS DE DONNEES	FAIBLE (Moins de 30%)	PARTIELLE (30% - 60%)	ELEVEE (plus de 60%)
<b>Effet 2.</b> D'ici à 2021, la gestion du développement et des données statistiques à tous les niveaux ; la sécurité transfrontalière et communautaire ainsi que le système judiciaire sont améliorés et garantissent les droits humains avec des institutions aptes à conduire des processus démocratiques et des collectivités territoriales capables de satisfaire les besoins spécifiques des couches les plus vulnérables.	6	6 (100%)			
<b>Produit 2.1.</b> Les institutions et organes aux niveaux national, régional/local ont les capacités d'assurer le suivi-évaluation de la mise en oeuvre du PDES et des ODD y compris la collecte, la gestion et l'utilisation de données statistiques fiables et désagrégées.	2	2 (100%)			
<b>Produit 2.2.</b> Les communautés ciblées et les institutions chargées de la sécurité transfrontalière et intérieure ont les capacités pour prévenir et atténuer les menaces, favoriser la cohésion sociale et consolider la paix et la stabilité.	2	2 (100%)			
<b>Produit 2.3.</b> Les institutions judiciaires et de promotion des droits humains ont les capacités d'assurer l'accès des plus vulnérables à une justice efficace et le respect des conventions et traités internationaux.	3	3 (100%)			
<b>Produit 2.4.</b> Les institutions chargées des élections ont les capacités pour gérer les processus électoraux de manière démocratique, inclusive, transparente et crédible.	2	2 (100%)			
<b>Produit 2.5.</b> Les collectivités territoriales ciblées ont les capacités renforcées pour fournir des services publics de base répondant aux besoins spécifiques des populations, en particulier les couches les plus vulnérables.	4	4 (100%)			

Le renforcement des capacités techniques et opérationnelles de la CENI, à travers l'appui à l'acquisition de matériel (VSAT, véhicule, mise à disposition de 60 VNU nationaux...) et la digitalisation du processus d'enrôlement a permis d'assurer une participation forte et inclusive (en particulier des femmes et des jeunes) au vote. Plus de 6.000.000 d'actes d'état civil ont ainsi été délivrés au cours d'audiences foraines, permettant de constituer une base solide pour cet enrôlement massif (7.428.087 électeurs enrôlés au niveau national, 76,17% de la projection INS dont 55% de femmes). Ces appuis ont fortement contribué à la tenue d'élections crédibles, inclusives et transparentes, débouchant sur la première transition démocratique au Niger. L'inclusion des femmes dans le processus électoral a renforcé la crédibilité de la CENI et permis une augmentation de la représentation des femmes à l'Assemblée nationale avec un taux de 30,1% de femmes, soit 50 sur 166 députés. Cependant des efforts restent à faire au niveau du gouvernement qui ne compte que 5 femmes ministres sur 33, soit 15,1%.

La sécurité transfrontalière, communautaire est promue dans un environnement respectant le cadre légal national et international des droits des femmes, du genre et des droits humains qui vise à la restauration des liens de confiance entre les communautés et les autorités. Les mécanismes de gestion des conflits sont inclusifs et participatifs à tous les niveaux (Le taux de participation des femmes et des jeunes a été rehaussé de 3% à 15% dans les mécanismes de prévention et de gestion des conflits au niveau communautaires ; 880 femmes médiatrices gèrent les conflits liés aux ressources naturelles et participent à la culture de la paix ; plus de 100 activités génératrices de revenu ont été menées individuellement et

collectivement par les communautés locales, les retournés et les réfugiés).

A travers la mise en place de 04 guichets publics uniques mis en place pour améliorer la prestation de services administratifs comme délivrance de certificats de naissance, cartes d'identité, et le paiement des impôts, les populations des zones pilotes ciblées ont adhéré au principe d'utilisation des guichets publics uniques.

### « Promotion et protection des droits de l'homme »

Dans le domaine des droits de l'homme le principal résultat obtenu en 2021 est la présentation avec succès du rapport du Niger au 3ème cycle de l'EPU dont les documents finaux ont été adoptés par le Conseil des Droits de l'Homme le 30 Septembre 2021. A l'issue de cet examen le Niger a reçu 254 recommandations dont il a accepté 248 et noté 6. Par ailleurs, le Niger continue de se mettre à jour dans la soumission des rapports aux organes des traités. C'est ainsi que le Niger a présenté avec succès son 15ème rapport périodique sur la mise en œuvre de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) et a également soumis 2 rapports intermédiaires dont celui relatif à la mise en œuvre des recommandations prioritaires sur le Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques (PIDCP) et celui relatif à la mise en œuvre des recommandations prioritaires sur la CEDEF.

La Commission Nationale des Droits Humains a bénéficié d'un renforcement de ses capacités dans la mise en œuvre de sa nouvelle mission de Mécanisme National de Prévention de la torture que lui a conféré la N°2020-02 du 6 Mai 2020. L'Équipe Pays a également renforcer les capacités opérationnelles de la CNDH pour l'ouverture de 2



antennes régionales à Maradi et Tahoua afin de rendre ses services plus accessibles aux populations rurales dans le domaine de l'assistance juridique et judiciaire en cas de violations de leurs droits.

L'Équipe Pays a appuyé la mise en œuvre du

programme d'éducation aux droits de l'homme du Ministère de l'Éducation Nationale à travers la formation de 28 enseignants dont 11 femmes sur l'expérimentation de l'éducation inclusive en vue de faciliter l'intégration scolaire et sociale des enfants handicapés.

	# INDICATEURS	PAS DE DONNEES	FAIBLE (Moins de 30%)	PARTIELLE (30% - 60%)	ELEVEE (plus de 60%)
<b>Effet 3.</b> D'ici à 2021, les femmes et les jeunes/adolescents des zones ciblées bénéficient d'opportunités économiques viables, acquièrent des compétences et aptitudes nécessaires à leur autonomisation et participent aux processus de prise de décision et à la promotion des pratiques visant l'élimination des inégalités et des violences basées sur le genre y compris le mariage des enfants.	3	1 (33%)			2 (67%)
<b>Produit 3.1.</b> Les femmes et les jeunes les plus vulnérables y compris ceux déscolarisés et non scolarisés des zones ciblées ont des capacités et aptitudes professionnelles et techniques renforcées pour accéder aux opportunités économiques afin d'assurer leur autonomisation.	3		1 (33%)		2 (67%)
<b>Produit 3.2.</b> Les femmes et les jeunes des zones ciblées ont des capacités renforcées pour participer activement aux instances de prise de décisions à tous les niveaux et en particulier au niveau communautaire.	2	1 (50%)			1 (50%)
<b>Produit 3.3.</b> Les femmes et les jeunes, ainsi que ceux affectés par les situations d'urgence, humanitaire et dans les familles, ont accès à des services holistiques de qualité pour une meilleure protection contre les violences, en particulier les Violences Basées sur le Genre (VBG) et le mariage des enfants.	5				5 (100%)

L'autonomisation économique des femmes a été favorisé par l'adoption du nouveau plan d'action national de deuxième génération sur la résolution 1325 et l'opérationnalisation de son secrétariat National permanent et des antennes régionales. Ainsi, 23.230 filles (soit plus de 100% de réalisation) de l'Initiative Illimin ont bénéficié d'une formation à un métier ou une activité génératrice de revenu, la plupart de ces filles sont devenues aujourd'hui des entrepreneures et propriétaires de leurs machines à coudre et contribuent au développement économique du pays. La réalisation de formations en particulier sur l'éducation financière, les techniques de culture maraichères, la vente et la gestion d'une activité génératrice de revenu (AGR,) l'élevage de petits ruminants et la fabrication des aliments de bétails, dans le domaine agricole, la formation en techniques de compostage pour la régénération naturelle assistée, la conservation des produits alimentaires et la production des biopesticides ont permis à 17.079 femmes et jeunes vulnérables d'accéder à des opportunités économiques. Pour les femmes en milieu rural, 16 Plateformes Multifonctionnelles (PTFM) ont été installées dans 8 communes bénéficiaires du programme Spotlight réparties dans 4 régions. Ces infrastructures socioéconomiques permettent d'alléger la charge de travail de la femme rurale, de fournir de services énergétiques de base et d'accroître les revenus des femmes.

Afin d'assurer le renforcement du pouvoir de décision des femmes et des jeunes, plus de 3.000 femmes et jeunes ont bénéficiés de plusieurs

formations, débats et sensibilisations organisés par les agences du Système des Nations Unies sur les thématiques telles que : Paix & Sécurité, prise de parole en public et prise de décisions au niveau communautaire, compréhension des lois sur les collectivités, prévention et gestion des conflits, médiation et culture de la paix. Il en a découlé une contribution à la création d'un environnement paisible au sein des communautés, de lutter contre l'extrémisme violent et de renforcer le sentiment de redevabilité notamment chez les jeunes au Niger.

Un dispositif national de prise en charge des VBG a été mis en place pour améliorer l'accès des femmes et des jeunes aux services de qualité y compris en situation d'urgence. Cela s'est traduit par la signature de deux mémorandums avec la Police et la Gendarmerie pour bâtir un partenariat stratégique avec notamment l'UNFPA en charge du dispositif de collecte des données sur les VBG. La mise en place de centres multifonctionnels équipés (one stop center) dans la région de Diffa (Sayam) et de 19 centres d'écoute et de soutien psycho social dans les structures sanitaires pour offrir des services adaptés aux survivantes de VBG, y compris les adolescentes et les enfants. Ainsi, 59.427 femmes, filles et garçons victimes de VBG ont bénéficié d'une prise en charge. 17.091 survivantes de VBG ont été identifiées avec au moins une prise en charge psychosociale et ont eu un accompagnement judiciaire et reçu des kits de dignité dans les régions où le programme Spotlight intervient.

Les résultats de la dernière enquête sur les VBG (ENVBG, 2021) montrent que les femmes restent dans l'ensemble les plus touchées par le phénomène. La prévalence globale des VBG au cours de la vie est de 38,2% chez les femmes. Au cours des 12 derniers mois ayant précédé l'enquête, la prévalence globale des VBG est

estimé à 7,8% chez les femmes. Parmi les enquêtés ayant déclaré avoir déjà subi une VBG au cours de leur vie, 13,8% ont été victimes d'une VBG au cours des douze derniers mois ayant précédé l'enquête. Cela témoigne des efforts qu'il faudrait encore réaliser pour atteindre l'objectif de zéro violence basée sur le genre.

## Pilier 3 : Développement social et dividende démographique



	# INDICATEURS	PAS DE DONNEES	FAIBLE (Moins de 30%)	PARTIELLE (30% - 60%)	ELEVEE (plus de 60%)
<b>Effet 4.</b> D'ici à 2021, les populations les plus vulnérables, particulièrement les jeunes filles et garçons, et les enfants dans les zones ciblées, utilisent de façon équitable et continue les services éducatifs et de formation de qualité, formels et non formels, dans un environnement qui les protège des violences, exploitations et abus.	5	4 (80%)			1 (20%)
<b>Produit 4.1.</b> Les enfants en âge scolaire (filles et garçons), en particulier les plus vulnérables dans les zones ciblées ont un accès équitable et continu à une éducation formelle et non formelle, inclusive, de qualité, y compris en situation de crise.	3				3 (100%)
<b>Produit 4.2.</b> Les enfants des zones ciblées, en particulier les filles, ont accès à des services de protection de qualité contre les abus, les violences et exploitation y compris en milieu scolaire, dans leurs familles et en situation de crise.	1				1 (100%)
<b>Produit 4.3.</b> Les communautés et les familles adoptent un comportement socio-culturel favorable à l'accès et au maintien des enfants à l'école, en particulier les jeunes filles dans les zones ciblées.	1			1 (100%)	

Dans le cadre de l'opérationnalisation de la Stratégie Nationale sur la Réduction de la Vulnérabilité du Système Educatif et dans le contexte de pandémie, l'Équipe pays du Système des Nations Unies, avec l'appui du Partenariat Mondial pour l'Éducation a poursuivi son accompagnement pour maintenir les écoles ouvertes. Ainsi, la continuité éducative a été assurée pour 449.002 élèves (dont 213.649 filles) alors que du matériel individuel a été fourni à 209 464 enfants (dont 95.455 filles) parmi lesquels figurent les 108.015 enfants vivant dans les zones humanitaires (52.355 filles et 5783 avec handicap dont 2.383 filles). 449.902 enfants et adolescents (214.549 filles) de participer aux interventions d'éducation dont 108.015 (52.355 filles) enfants hors du système et 57.83 handicapés (2.353 filles). 62.263 enfants dont 32.343 filles 29.920 garçons des communautés hôtes, réfugiés, demandeurs d'asile et déplacés internes d'accéder à l'éducation formelle.

En appui à la mise en œuvre de l'ambitieux programme national d'éducation visant à accroître la scolarisation et la rétention, en particulier pour les filles qui sont surtout dans les zones fragiles et touchées par les conflits au Niger, le SNU a contribué à fournir de façon conjointe et intégrée l'ensemble des services nécessaires pour permettre aux filles d'aller à l'école et de s'épanouir à l'école. Cela comprenait l'octroi d'allocations trimestrielles à plus de 14.000 filles du primaire et du secondaire (sous réserve de fréquentation) ; la fourniture de repas scolaires, la construction de latrines et de points d'eau dans les écoles ; la

distribution de kits pour la gestion de l'hygiène menstruelle, le lancement de l'innovant Safe Space Cycle (une plateforme qui aide les adolescentes qui ont abandonné l'école à revenir), des services de nutrition, santé sexuelle et reproductive et des communications pour un changement de comportement social sur les questions de VBG, mariages précoces, scolarisation des filles.

En ce qui concerne les filles hors école, 20.317 filles ont été engagées en 2021 dans le cadre de l'Initiative Illimin qui ont débuté les sessions modulaires. Compte tenu de leur faible niveau scolaire, les filles ont bénéficié de formations modulaires. Regroupées dans les « Espaces sûrs », ces filles reçoivent des formations modulaires comportant quatre dimensions de développement personnel : le savoir (connaissances), le savoir-faire (acquisitions d'information et de compétences à travers les sessions modulaires et les cours d'alphabétisation), le vouloir (développement de l'estime de soi et de l'autre et de la confiance en soi et en l'autre) et le pouvoir (acquisition de capacités pour disposer d'avoir, de ressources susceptibles de garantir l'autonomisation et l'égalité de genre). A l'issue de 7 mois de formation, 20.475 ont achevé le processus, soit 96%. Le dispositif contient un volet relatif au retour des filles à l'école, qui a concerné un effectif de 163 adolescentes dont 36 en classe de terminale et 127 en classe de troisième. Les résultats d'évaluation aux examens de BEPC et Baccalauréat sont les suivants : 15% de réussite pour le BEPC et 39% pour le baccalauréat.

	# INDICATEURS	PAS DE DONNEES	FAIBLE (Moins de 30%)	PARTIELLE (30% - 60%)	ELEVEE (plus de 60%)
<b>Effet 5.</b> D'ici à 2021, les populations des zones ciblées, particulièrement les femmes, les enfants et les adolescent(e)s, utilisent équitablement les services de qualité en matière de santé, santé sexuelle et de la reproduction, de VIH/SIDA et de nutrition, ainsi que les services d'eau, d'hygiène et d'assainissement.	8				8 (100%)
<b>Produit 5.1.</b> Les femmes, les jeunes, les adolescent(e)s et les enfants, en particulier les plus vulnérables et ceux affectés par des situations d'urgence, ont un accès accru aux services intégrés de qualité en matière de santé maternelle, infantile et reproductive incluant la Planification Familiale, la prévention et la prise en charge des IST/VIH SIDA dans les zones ciblées.	5	1 (20%)			4 (80%)
<b>Produit 5.2.</b> Les enfants (filles et garçons), les adolescent(e)s et les femmes, en particulier les plus vulnérables et ceux affectés par des situations d'urgence, ont accès à des services promotionnels, préventifs et curatifs, nutritionnels de qualité. <b>Produit 5.3.</b> Les enfants (filles et garçons), les adolescent(e)s et les femmes,	2				2 (100%)
<b>Produit 5.3.</b> Les enfants (filles et garçons), les adolescent(e)s et les femmes, en particulier les plus vulnérables et ceux affectés par des situations d'urgence, ont accès à des services d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement, de manière continue et adoptent des pratiques d'hygiène adéquates.	5				5 (100%)

Avec l'appui de l'équipe pays du système des nations unies, la Couverture Sanitaire Universelle (CSU) qui est en cours au Niger a été facilitée par l'adoption du gouvernement de trois documents essentiels à savoir : la stratégie nationale, la feuille de route pour la mise en place de la CSU et la création de l'Institut National d'Assistance Médicale (INAM).

C'est dans ce cadre que l'accent a été mis pour garantir l'accès à des services de qualité aux populations ciblées à travers notamment le renforcement des plateaux techniques de la maternité Gazoby (maternité centrale) à Niamey et deux centres de santé régionaux mère et enfant contribuant à la prise en charge de 10.317 césariennes et de 6.236 nouveaux-nés ; l'équipement du Centre des Opérations d'Urgence (COUSP) d'une cabine de contrôle avec écran de monitoring et matériel informatique et de communication.

Plus de 1.170 prestataires de santé et formateurs nigériens ont bénéficiés de formation sur diverses thématiques telles que : Planification Familiale, Triage, Outil WASH/FIT, Évaluation et Traitement d'Urgence (TETU), qualité des soins, santé sexuelle et reproductive des adolescents et des

jeunes (SSRAJ), soins essentiels du nouveau-né (SENN, SONU), prise en charge des cas du paludisme et des co-infections TB/VIH.

Dans le cadre de l'amélioration de l'accès aux services d'approvisionnement en eau potable et assainissement ,45 jeunes adolescents filles et garçons, venus des régions de Dosso, Maradi et Zinder ont bénéficié d'une formation sur la Gestion de l'hygiène menstruelle (GHM). En outre les capacités des Centres Multimédias de ces régions ont été renforcées et des consommables mis à disposition afin que les jeunes qui les fréquentent puissent en profiter pleinement pour vulgariser les messages qu'ils y reçoivent. Six nouvelles communes (soit 921 communautés, 622.059 personnes) ont été certifiées Fin de Défécation à l'Air Libre (FDAL) dans les régions de Maradi et de Zinder, grâce au plaidoyer et à l'appui technique de l'Équipe Pays ont conduit à des progrès notables en matière d'assainissement de base et d'hygiène avec la mise à l'échelle de l'approche communale de l'ATPC dans le contexte de la décentralisation.

En outre 15 millions de nigériens ont été informés et sensibilisés sur la COVID-19 par la réponse de communication intégrée efficace.

## 2.3 Évaluation des progrès réalisés par rapport à la promesse de « ne laisser personne pour compte »

Concernant la promesse de « ne laisser personne pour compte », en 2021, l'Équipe pays du Système des Nations Unies a mis en place plusieurs mécanismes et plans pour qu'elle soit tenue.

L'une des pierres angulaires de l'approche d'intervention en matière de protection consistait à impliquer les communautés dans la conception des programmes, en particulier pour les activités pluriannuelles de renforcement de la résilience. Ce

qui a permis de garantir que les besoins de tous les groupes - y compris les femmes, les jeunes, les filles, les garçons, les personnes vivant avec un handicap, les ménages pauvres/marginalisés - soient pleinement pris en compte. Certaines agences ont rendu obligatoire pour les partenaires coopérants, la mise en place de comités au stade du ciblage de toutes les activités d'urgence et de résilience avec au moins 50 % de femmes dans la composition de ces entités.





Lors de l'appui au processus électoral, l'ensemble des parties prenantes a été engagé de manière inclusive : femmes candidates, jeunes, chefs coutumiers et religieux, organisations de la société civile, médias pour des élections apaisées.

En outre, le Système de Nations Unies a conduit le processus du «gender score card» et produit et validé le rapport du «gender score card» suivi d'un plan d'action. Le processus a connu l'implication des membres du groupe thématique genre. Le profil national genre du Niger a été également édité par la BAD en 2021 avec l'appui technique des agences du Système de Nations Unies. Les Nations Unies ont également appuyé le gouvernement à élaborer et valider le guide de la planification budgétisation sensible au genre, puis à former un pôle de 30 formateurs en PBSG (les cadres des structures en charge de la planification nationale).

Pour une meilleure orientation des financements du genre, avec l'appui du SNU, le ministère de la Promotion de la Femme et de Protection de l'Enfant a mis en place un cadre de concertation et coordination des PTFs pour une synergie d'action et assurer l'efficacité des différentes interventions dans le domaine du genre.

Un groupe thématique genre et action humanitaire a été mis en place avec un plan d'action annuel qui fait l'objet d'une mise en œuvre et d'un suivi. Le GTGH tient régulièrement des réunions de coordination.

Un appui technique et financier la conduite des analyses diagnostiques régionales pour s'assurer de la prise en compte des spécificités régionales et locales dans le rapport national de diagnostic, et donc dans le PDES 2022-2026.

Des outils tels que « Open Data Kit » et « RapidPro » ont été mis en place pour garantir

une meilleure collecte de données, une remontée des informations en temps réel dans la planification et le suivi des réponses humanitaires, la surveillance des maladies et la vaccination permettent ainsi des prises de décisions rapides et adéquates. Dans le secteur de la santé, les partenaires ont accompagné le gouvernement dans la mise en œuvre de la stratégie nationale eSanté pour renforcer la coordination, la communication et le système de santé à travers l'interconnexion des structures nationales et régionales, la télémédecine, le développement des applications mobile Health pour améliorer l'accès aux services de santé de qualité à tous.

Une nouvelle Politique Foncière Rurale mise en place avec l'appui des Agences des Nations Unies a permis de corriger les insuffisances en matière d'impartialité dans l'accès à la terre. La gestion équitable des ressources naturelles par les ménages a également progressé grâce à l'exploitation de terrain par les femmes. Les interventions ont aussi permis une meilleure gestion des ressources par les ménages à travers l'utilisation de foyers améliorés pour l'accès à l'énergie domestique, ce qui réduit l'utilisation de la biomasse et donc contribue à la protection de l'environnement. Enfin, les femmes ont amélioré leur rendement agricole grâce à l'utilisation de forages équipés de motopompes permettant un arrosage plus efficace et efficient.

Une approche conjointe des agences du Système des Nations Unies, sous le leadership du gouvernement, a permis de cibler environ 94.000 bénéficiaires composés de filles, de garçons, d'adolescents, d'adultes et leurs communautés en général, qui ont participé à un programme multisectoriel dans les domaines de l'éducation, la nutrition, la santé sexuelle et reproductive, l'hygiène/assainissement et la protection.

### 3 APPUI AUX PARTENARIATS ET FINANCEMENT DU PROG. 2030 PAR PILIER

En 2021, les Agences ont travaillé sur des projets conjoints ou en partenariat avec d'autres institutions.

#### 3.1 Résilience

TITRE	ODD	Agence	Partenariat	Budget
Réponse aux défis du COVID-19, des conflits et du changement climatique	3,13	OMS - PAM - FAO - FIDA	Programme conjoint des Agences Basées à Rome	6 millions USD
COVID BM, UE	3	OMS	BM, UE	
Renforcer la résilience des moyens de subsistance dans les contextes de crise prolongée	13,16	PAM - FAO - FIDA	Programme des Agences Basées à Rome	3 millions \$ CAD
Programme conjoint pour le Sahel en réponse aux défis du COVID-19, Conflits et Changement Climatique (SD3C)	13	FIDA, FAO, PAM	Programme des Agences Basées à Rome	20 millions USD
Renforcer la résilience des petits exploitants agricoles face aux impacts du changement climatique dans 7 pays sahéliens	13	PAM - FIDA - ARC - BAD	Programme Africain de Gestion Intégrée des Risques Climatiques	12 millions USD
Programme Niger de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF)	1,2,5,8,10,13,15	FIDA	Ministère de l'Agriculture et Ministère de l'Elevage	24.4 millions USD
Résilience et la cohésion sociale dans la région de Diffa	13,16	UNICEF-PAM	BMZ	30 millions d'EURO
Projet de renforcement de la résilience des communautés de la région de Tillabéry affectées par des crises	13,16	PAM - UNICEF - FAO	FRANCE	1,75 million d'EURO
Breaking Down the Barriers to Girls Education in Niger	4,5,10	PAM, l'UNFPA et l'UNICEF	Projet conjoint BBGE - CANADA	8,3 millions \$ CAD
Programme National de Protection Sociale Adaptative (ASP)	3,10	PAM/UNICEF, Banque Mondiale	BMZ	16 250 000 € UNICEF : 15 474 460 €
Prévention et gestion pacifique de conflits liés à l'accès et à la gestion des ressources naturelles dans les communes nord de la région de Zinder	13,16	FAO et UNFPA	PBF	2,3 millions USD
Femmes et gestion des conflits liés aux ressources naturelles - Approche basée sur l'implication des femmes et la résilience aux effets des changements climatiques pour la réduction des conflits communautaires et transfrontaliers liés aux ressources naturelles	13, 16, 5	ONU Femmes Niger et Mali Et PNUD Niger et Mali	PBF	322.502,92 USD
Renforcement de la résilience des communautés du Sud Maradi aux risques d'exposition à l'extrémisme violent	13, 16, 10, 5	PNUD, ONU Femmes	PBF	825.587 USD
Réduction des effets négatifs de la migration des femmes et des jeunes hommes en investissant dans leurs capacités productives dans le département de Kantché - Zinder-WEE-Migration	13, 16, 10, 5	ONU Femmes	Italie	1.485.149 USD
Making Migration Safe for Women	10,5	ONU Femmes	Allemande	441.264 USD
Promouvoir et protéger les droits des femmes et filles migrantes dans la région de Tahoua	10, 5	ONU Femmes, UNCDF,	Italie	449.729,50 EURO
Appui au projet de Communauté résiliente au Climat (CRC)	13	UNOPS	COMPACT	786.104 USD
Renforcement de la cohésion sociale, la consolidation de la paix et la stabilité	4, 5, 10, 16	OIM	UN-PBF, AFD, UE, USA - HACP - Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Protection Sociale - Ministère de l'Intérieur	8.369.002 USD
Assistance humanitaire en abris et biens non-alimentaires pour les populations déplacées	3, 10, 11	OIM, HCR	MAHGC	308.063 USD

#### 3.2 Gouvernance paix et sécurité

TITRE	ODD	Agence	Partenariat	Budget
Processus électoral : Signature de convention avec les médias (TV,radios)	16	PNUD	la Coopération Suisse, le.Royaume du Danemark, la Norvège, le Peacebuilding Fund	
Gouvernance économique et mise en œuvre de la ZLECAf	16;17	ONU Femmes - PNUD	Ministère du commerce et de l'industrie	
Etude sur les déviants positifs au Niger combinant l'analyse de données satellitaires et d'enquêtes de terrain en matière de production agricole.	13	PNUD	GIZ , l'Université de Manchester	
Renforcement de la gestion des frontières contribuant ainsi à la sécurité dans les zones frontalières	16	OIM	DST, DGPN, DRECM-R et INS	
Extension de la coordination du Secteur d'abris et biens non-alimentaires		OIM	MAHGC	
Le leadership féminin et la participation politique des femmes sont promus pendant le processus électoral	5, 16	ONU Femmes	MPFPE, Assemblée Nationale, ONPG, CENI	268.000 USD
Programme Régional Conjoint d'Appui à la mise en œuvre des Activités de Coopération Transfrontalière	5, 16	ONU Femmes	SIDA, Austria	203.811 USD
« Appui aux initiatives transfrontalières de dialogue communautaire avec les acteurs de la sécurité et de la justice pour la consolidation de la paix au Niger et au Mali »	5, 16	ONU Femmes Niger et Mali - ONUDC Niger et Mali	BPF	375.549 USD
Projet d'appui à l'amélioration de la participation des femmes nigériennes en uniforme dans les opérations onusiennes de maintien de la paix	5, 16	ONU femmes , MPFPE, ministère de la Défense, Ministère de l'Intérieur,	Fonds ELSIE	1.000.000 USD
Renforcement du cadre légal, institutionnel et politique de la gestion de la migration / Appui à la mise en œuvre de la Politique Nationale de la Migration	5, 10, 17	OIM	Danemark Cadre de Concertation sur la Migration (CCM), DST, INS, ANLTP/TIM, MPFPE	733.471 USD
Mécanisme de Ressources et de Réponse pour les Migrants (MRRM)	1, 3, 4, 6, 9, 10, 17	OIM, UNHCR	Pays Bas, Italie, EU, Croix-Rouge, DGPC, Ministère de l'Intérieur, Ministère des Affaires Etrangères, Ministère de la Justice, MPFPE, Ministère de la Santé, ANLTP/TIM, autorités locales et traditionnelles dans les régions d'Agadez et de Zinder.	15.875.396 EURO





### 3.3 Développement social et dividende Démographique

TITRE	ODD	Agence	Partenariat	Budget
Plateforme de coordination en faveur de la vaccination	3	L'OMS, la Banque mondiale (BM) et l'UNICEF	John Snow Inc., Bill et Melinda Gates, GAVI et le Rotary	5.347.241 USD
Soutenir le leadership du ministère de la Santé Publique dans la mise en œuvre du plan stratégique national de santé communautaire.	3,4	la BM, l'USAID et l'OMS et le FNUAP	Fonds Mondial	
Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN)	2	PAM-FAO-HCR	Haut-Commissariat à l'Initiative « les Nigériens nourrissent les Nigériens » (HC3N) et les différents réseaux (secteur privé, universitaire, société civile, parlementaires, donateurs).	23.000.000 USD
Mise en place d'un fond commun pour la Nutrition lors du Sommet mondial sur la Nutrition pour la Croissance en 2021	2	UNICEF, OMS, FAO, PAM	HC3N	UNICEF 2.500.000 USD
Initiative Spotlight	5,4,10	FNUAP, ONU Femmes, PNUD et UNICEF		
Appui aux autorités régionales et décentralisées dans le renforcement de la maîtrise d'ouvrage communale.	11	BM, PAM et UNICEF	Coopération allemande	
Initiative Génération sans limite Sahel (GenU Sahel),	4	UNICEF	Partenariats avec le secteur privé	332.359 USD
Renforcement du potentiel fiscal dans 13 communes, participation et redevabilité dans les espaces de décision communaux	16,17	UNICEF, PAM, BM	GIZ-ProDEC	
Renforcer les appuis au pays dans le domaine de la santé maternelle et infantile	3	l'OMS, l'UNFPA, l'UNICEF et la Banque mondiale		
Amélioration de la santé sexuelle et reproductive des femmes, des jeunes et des adolescentes au Niger	3,5	UNFPA	le royaume de Danemark, le royaume de la Norvège, le royaume de la Belgique, le Grand-Duché du Luxembourg, la république de la France, la Banque Islamique de Développement, l'Allemagne, la fondation Millena et Ggate	
Renforcement du système de santé en mettant l'accent sur les services de santé maternelle, néonatale et infantile	3,5	OMS, UNFPA, UNICEF	Banque Islamique de Développement	942.317.907 F CFA
Renforcement de la stratégie d'emploi et d'autonomisation des jeunes comme alternative à la migration	5, 8, 16	OIM	Italie, Ministère de l'entrepreneuriat des jeunes ; Capital Finance ; CIPMEN; Université d'Agadez	1.595.333 USD
MUIKOKA	3,5,4	ONU Femmes, UNICEF, UNFPA et OMS	SNU	OMS :195.000 USD UNICEF :453.338,64
Breaking Barriers to Girls Education in Niger (BBGE)	4,5,10, 3,2	PAM, UNFPA et UNICEF	CANADA, HCI3N, MEN, MSP MHA, MFPT, MPF/PE, MAT/DC	8,3 millions \$CAD
Appui à l'aménagement des routes RN7, RN35 et RRS	9,11	UNOPS	COMPACT	1.572.207 USD
Appui à l'aménagement des périmètres irrigués KONNI et Sia-Kouanza	9,6	UNOPS	COMPACT	1.572.207 USD





## AVANCÉES DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA RÉFORME : COHÉRENCE, EFFICACITÉ ET EFFICIENCE DES NATIONS UNIES DANS LE PAYS

Depuis 2018 la réforme Système des Nations Unies a été initiée au plan global dans l'optique d'atteindre les objectifs du programme 2030 au niveau de chaque pays.

Au Niger, la mise en œuvre de la réforme, a donné lieu à une redynamisation; du mécanisme de gouvernance, au niveau de l'Équipe pays du PMT avec une position de leadership dans la planification interagence ; et l'OMT pour faire converger les opérations. La Coordinatrice Résidente, grâce au mandat qui lui a été conféré par la résolution 72/279 du 31 mai 2018 jouit d'un rôle politique renforcé. Elle assure ainsi le renforcement des partenariats et la conduite d'un processus de coordination plus fluidifié. Fin 2021, le Niger a procédé à l'élévation de la Coordinatrice Résidente, Mme Louise AUBIN au rang d'ambassadeur, parachevant ainsi la mise en œuvre de la réforme. Les avancements de 2021 seront déclinés selon trois composantes

### 4.1 Cadre de Programmation

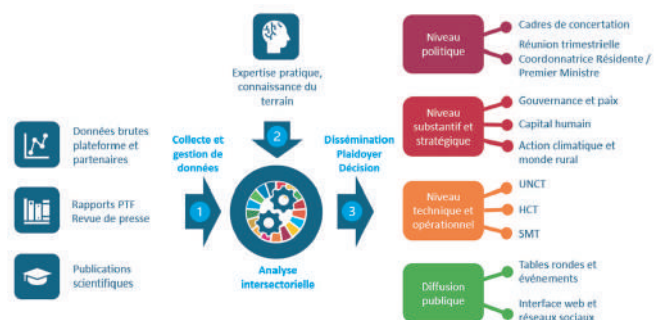
Le cadre de programmation (PCC) est la pierre angulaire sur laquelle s'alignent toutes les interventions.

L'évaluation de l'UNDAF 2017-2022 est en voie d'être finalisée. Elle a été conduite au moyen d'un questionnaire appréciant cinq critères (Pertinence-Efficacité-Efficacité-Cohérence et Durabilité) sur la base des perceptions du gouvernement, des bénéficiaires et la population, quant à, la présence et les interventions du système de Nations Unies au Niger.

Il est également à noter, des innovations dans la conduite de l'Analyse Commune Pays (ACP)/ Commun Country Analysis (CCA), qui se veut une analyse pays indépendante. Cette analyse a permis de dégager les défis auxquels le Niger est confronté mais également d'identifier les

opportunités. Dans la conduite de cette analyse, une réflexion sur la meilleure manière de travailler conjointement a donné lieu au lancement d'une plateforme d'analyses coordonnées et d'appui à la décision.

De concert avec les données collectées dans UN INFO, la plateforme s'articule autour de trois grands axes : Référentiel de données, Analyses intersectorielles et Dissémination.



La plateforme est à ses débuts. Elle vise à l'optimisation dans la collecte de données pertinentes sur l'ensemble du territoire national en complément du UN INFO; le renforcement des capacités d'analyses intersectorielles par les acteurs du développement, de l'humanitaire et de la consolidation de la paix, la production de réponses informées par les faits aux questions politiques et pratiques des partenaires nationaux et internationaux de la plateforme en matière de prévention des conflits.

L'élaboration du Plan-Cadre de Coopération (PCC) qui a débuté en 2021 intervient après la réforme et prend en compte les nouvelles directives, notamment le nexus entre les interventions humanitaires, de développement et de paix, afin d'accroître la résilience des communautés et briser le cycle des crises humanitaires répétées au Niger.



## 4.2 Cadre opérationnel

Des efforts ont été réalisés en matière d'efficacité, notamment portant sur la gouvernance des services communs de sécurité avec UNDSS, et de santé avec la Clinique des Nations Unies. L'OMT s'est également attelé au développement du Business Operations Strategy (BOS 2.0), fruit d'une collaboration interagence renforcée.

## 4.3 Capacités du RC/RCO

Le bon fonctionnement de la réforme requiert un Coordonnateur Résident indépendant soutenue par un bureau constitué de profils et de compétences nécessaires à la bonne réalisation de son mandat. C'est ainsi qu'en 2021 les personnels titulaires (staff CORE) du RCO s'approprient leurs fonctions en cohérence avec les directives qui sont progressivement partagées par le Bureau de Coordination pour le Développement.

En outre, l'intégration des équipes du Fonds de Consolidation de la Paix (PBF) & Spotlight, a contribué à poser les bases d'une équipe RCO dynamique mais encore jeune.

Il ne reste plus que sept ans avant l'échéance du programme 2030 et pourtant le Niger, malgré des efforts considérables et non négligeables tant du système des Nations Unies que du gouvernement, il est indispensable de se montrer beaucoup plus ambitieux afin de garantir une poursuite de l'atteinte des ODD au Niger.

## 4.4 Défis

Il est impératif pour le SNU d'intégrer les recommandations de l'évaluation UNDAF et y apporter des réponses adéquates.

Par ailleurs, la conduite en parallèle du développement de deux exercices de planification, le PDES et le PCC, a exigé des efforts de flexibilité et les retards accusés par les livrables du PDES affecté les livrables du PCC.

En matière d'efficacité l'opérationnalisation du BOS 2.0 demeure un défi, dans la gestion des services communs, afin d'assurer une harmonisation des standards administratif et financiers dans la délivrance des services. Enfin, le déséquilibre énorme entre les ressources/capacités du RCO et les besoins/demandes du système envers l'équipe, crée un cercle vicieux de productivité qu'il est impératif de briser, pour que le RCO soit en mesure de livrer son mandat au bénéfice de l'Equipe pays et du Coordonnateur Résident.

## 4.5 Perspectives

Avec la finalisation du PDES, il s'agira de s'assurer que le PCC appuie de manière efficiente le PDES et l'ensemble des ressources des Nations Unies pour l'atteinte des ODD.

L'avènement de la plateforme d'analyses coordonnées et d'appui à la décision renforcera le mandat du RCO et informera la mise en œuvre du PCC.

Pour ce qui est des opérations, la mise en œuvre du BOS 2.0 en mettant l'accent sur les services communs assurera la livraison de services de qualité et en quantité nécessaires et répondant au besoin des Nations Unies.

# 5 APERÇU FINANCIER ET MOBILISATION DES RESSOURCES

## 1 Aperçu financier par Effet

Au total 307.821.089 USD ont été mobilisés en 2021 pour la mise en œuvre de la réponse du Système des Nations Unies sur les trois axes prioritaires de l'UNDAF.

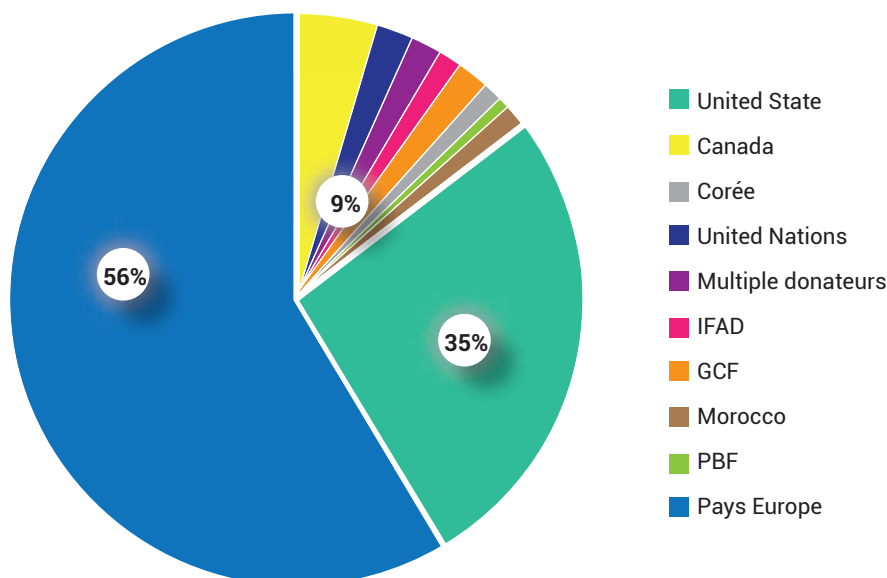
132.360.509 ont été mobilisés pour contribuer à la réalisation de l'effet et des produits inhérents à l'axe prioritaire de la Résilience. Le graphique ci-contre démontre que 56% des fonds sont financés par les pays européens et 35% par les Etats-Unis.

126.930.397 ont été mobilisés pour contribuer à la réalisation de l'effet et des produits inhérents à l'axe prioritaire : Développement social et Dividende démographique

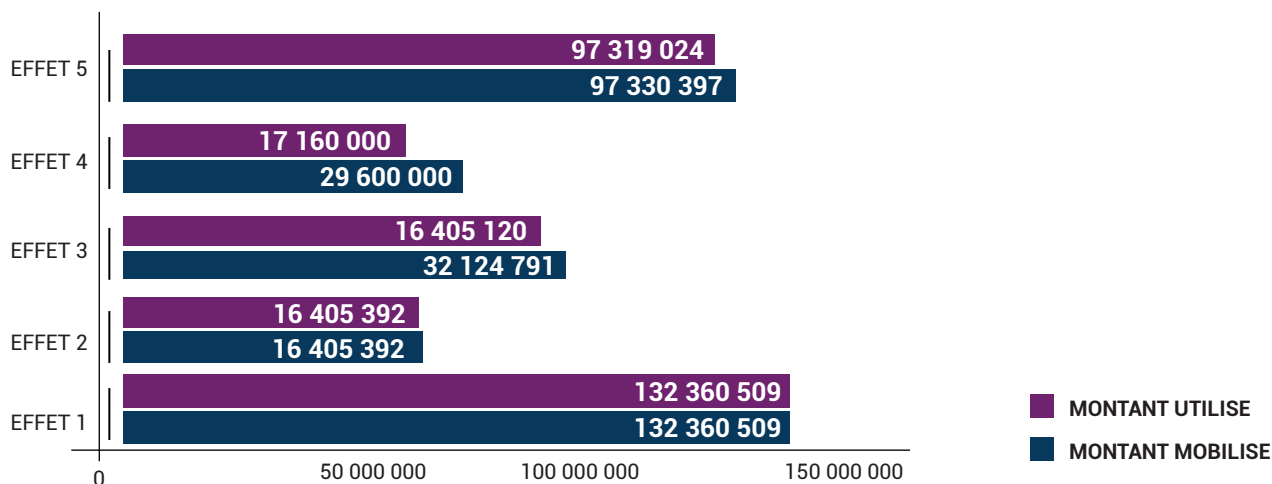
48.530.183 ont été mobilisés pour contribuer à la réalisation de l'effet et des produits inhérents à l'axe prioritaire : Gouvernance, Paix et Sécurité.

Les fonds mobilisés ont été utilisés à 100% pour les 3 effets. Pour l'effet 4 le taux d'exécution a atteint 60% et l'effet 3 80%.

### Financement 2021 Effet 1



### Mobilisation et utilisations des financements par effets







## PERSPECTIVES POUR L'ANNÉE 2022

L'année 2022 sera une année de transition marquée par le passage de l'UNDAF vers l'UNSDCF. Au cours de cette année également, l'accent sera mis sur l'opérationnalisation du Nexus et zone de convergences HDP (Humanitaire-Développement-Paix).

De ce fait au niveau programmatique les priorités demeurent les mêmes à savoir Capital Humain, Gouvernance, Paix & Sécurité, Modernisation du monde rurale et changement climatique.

Pour les mécanismes de transition, il s'agira de renforcer la coordination interne et s'assurer de la redevabilité de l'Équipe pays du Système des Nations Unies au sein des agences, envers le Gouvernement et les bénéficiaires.

Le RCO devra fonctionner de manière plus efficiente encore afin de renforcer la coordination au sein de l'Équipe de pays. Le processus de collecte de données et la plateforme d'analyses et de coordination stratégique en cours de déploiement, permettront à l'Équipe pays de préparer et de conduire avec succès la mise en œuvre du Plan Cadre de Coordination dès le 01<sup>er</sup> janvier 2023.

Sur la base des acquis de l'Équipe Pays, au cours de l'année 2022, l'attention sera portée sur la poursuite de la mobilisation de ressources et de la mise à l'échelle des programmes conjoints. Ce faisant, la documentation des bonnes pratiques et des évidences permettra de mieux tirer parti des synergies et faire progresser les partenariats, en assurant une réelle convergence des efforts sur le terrain, y compris le déploiement d'interventions conjointes de résilience en collaboration avec des partenaires clés.



**TABLEAU #1 : LISTE DE LA COMPOSITION DE CHAQUE GROUPE DE RÉSULTAT**

Groupe effet 1	Groupe effet 2	Groupe effet 3	Groupe effet 4	Groupe effet 5
PAM (Chair) FAO (Co-chair) FIDA PNUD UNCDF UNV OMS UNICEF ONU-FEMMES UNFPA UNCG RCO	PNUD (Chair) OIM (Co-chair) PAM UNCDF OMS UNICEF FAO ONU-FEMMES UNODC UNFPA CEA UNCG RCO	UNFPA (Chair) ONU-FEMMES (Co-chair) PAM PNUD UNCDF UNV OMS UNICEF FAO UNESCO CEA UNCG RCO	UNICEF (Chair) HCR (Co-chair) PAM FAO ONU-FEMMES OIM UNFPA UNESCO CEA UNCG RCO	OMS (Chair) UNFPA (Co-chair) PAM UNICEF FAO ONU-FEMMES ONUSIDA UNESCO CEA UNCG RCO

**TABLEAU #2: RESSOURCES GLOBALES POUR LE FINANCEMENT DE L'UNDAF 2019-2021**

AGENCES	Budget planifié sur la période 2019-2021	2019			2020			2022		
		Ressources disponibles	Ressources à mobiliser	Pourcentage à mobiliser	Ressources disponibles	Ressources à mobiliser	Pourcentage à mobiliser	Ressources disponibles	Ressources à mobiliser	Pourcentage à mobiliser
CEA	147 000	72 000	75 000	51,0%						
FAO	28 012 715	7 095 028	20 917 687	74,7%	341250	20 576 437	73,5%	30 000	20 546 437	73,3%
FIDA	95 774 379	31 289 362	0	0%	40 072 366	0	0%	24 412 649	0	0%
HCR	44 841 956	39 687 544	5 154 412	11,5%				217 261		
OCHA	5 300 000	5 300 000	0	0%						
OIM	50 875 950	14 305 000	36 570 950	71,9%	5 990 074	30 580 876	60,1%	7 146 043	23 434 833	46,1%
OMS	18 260 733	7 382 112	10 878 621	59,6%	19 708 104	21 576 805	91,33%	30 897 586	39 250 845	78,72%
ONU-FEMMES	12 000 000	3 329 531	8 670 469	72,3%	3 062 246	5 608 223	46,7%	374 000	5 234 223	43,6%
ONUDC	3 551 617	1 811 817	1 739 800	49,0%	0	1 739 800	49,0%	1 791 866	-52 066	0%
PAM	283 845 384	79 994 805	203 850 579	71,8%	129 551 690	74 298 888,99	26,20%	11 999 897,91	62 298 991,08	21,90%
PNUD	89 704 000	19 741 439	69 962 561	78,0%	30 154 456	39 808 105	44,4%	8 046 474	31 761 631	35,4%
UNAIDS	1 149 000	564 000	585 000	50,9%	537 000	48 000	4,2%	546 300	-150 000	0%
UNCDF	12 104 000	2 270 000	9 834 000	81,2%	1 030 000	8 804 000	72,7%	1 080 000	7 724 000	63,8%
UNFPA	44 600 000	8 823 088	35 776 912	80,2%	14 198 141	21 578 771	48,4%	3 244 514	18 334 257	41,1%
UNEP	6 000 000	5 500 000	500 000	8,3%						
UNESCO	904 000	476 128	427 872	47,3%	363 712	64 160	7,1%	75 000	-10 840	0%
UNICEF	190 230 000	15 879 899,86	174 350 100	91,7%	19 020 426,89	155 329 673	81,7%	20 205 037,42	135 124 636	86,0%
UNOPS	383 781,71	6 730 413,7	6 730 413,710	0	4 722 850,00	4 722 850,00	0%	3 930 518,00	3 930 518,00	0%
Evolution des ressources financières 2019-2021	906 999 935	263 220 955	579 293 963	71,4%	947 915 269	371 451 060	45,8%	78 622 742,3	317 240 967	39,1%

Note : Pour l'année 2021, les données ont été collectées jusqu'à Mars.

**TABLEAU #3: RÉCAPITULATIF DU BILAN-FINANCIER PAR GROUPE EFFET**

	Budget planifié dans le PCT (USD)			Ressources disponibles (USD)		Ressources utilisées (USD)		Taux d'utilisation	
	2019	2020	2021	2019	2020	2019	2020	2019	2020
Effet 1	105 393 729	68 346 258	31 527 839	60 345 302	99 763 097	44 067 999	94 410 716	73%	95%
Effet 2	31 651 975	28 194 536	23 300 778	37 997 022	37 156 006	25 326 670	34 688 459	66,70%	93,40%
Effet 3	10 372 461	14 156 594	7 296 855	9 874 272	13 756 522	8 987 301	12 792 596	91%	93%
Effet 4	24 051 848	24 783 790	51 073 942	24 488 615	29 819 637,8	24 488 615	25 766 230	100%	86%
Effet 5	148 346 914	98 044 552		59 552 378	51 607 840	44 954 999	50 619 118	75,50%	98%
<b>TOTAL</b>	<b>319 816 927</b>	<b>233 525 731</b>		<b>192 257 589</b>	<b>232 103 103</b>	<b>147 825 584</b>	<b>218 277 119</b>	<b>81%</b>	<b>93%</b>

**TABLEAU 9 : EXÉCUTION DU BUDGET PAR AXE**

Axes du PDES	Crédits Votés en mds de FCFA	Crédits Engagés en mds de FCFA	Crédits Exécutés en mds de FCFA	Taux d'engagement	Taux d'exécution
Axe 1: Renaissance culturelle	1,05	0,71	0,49	67,78%	47,25%
Axe 2: Développement social et transition démographique	279,00	228,72	185,75	81,98%	66,58%
Axe 3: Amélioration de la croissance économique	714,29	222,10	293,78	31,09%	41,13%
Axe 4: Amélioration de la Gouvernance, Paix et Sécurité	918,13	630,91	564,01	68,72%	61,43%
Axe 5: Gestion durable de l'environnement	27,75	22,28	21,57	80,27%	77,73%
Total général	1940,21	1104,72	1065,61	56,94%	54,92%



**NATIONS UNIES**  
**NIGER**



---

Maison des Nations Unies  
428, Avenue du Fleuve Niger  
BP : 11.207 Niamey – Niger  
Tél. : (+227) 80 08 63 96  
E-mail : [RCS-NIGER@UN.ORG](mailto:RCS-NIGER@UN.ORG)